

Novembre 2016

## Le plaidoyer opportuniste comme moyen de faire progresser la planification familiale

ÉTUDE DE CAS

Lors du Sommet de Londres sur la Planification Familiale de 2012, les dirigeants gouvernementaux des pays en voie de développement et des nations développées se sont fixé un objectif ambitieux: permettre à 120 millions de femmes et jeunes filles d'utiliser des contraceptifs modernes d'ici 2020. Regroupant 36 engagements nationaux à ce jour, cet objectif sans précédent—connu sous le nom de Family Planning 2020 (FP2020)—requiert également d'efforts de plaidoyer inégalés afin de responsabiliser les décideurs. L'initiative Advance Family Planning (AFP) et son fonds associé, l'Opportunity Fund<sup>1</sup>, sont particulièrement bien positionnés pour aider les plaideurs locaux à s'atteler à cette tâche.

Administré par PAI, l'Opportunity Fund a été initialement conçu comme un mécanisme de petites subventions pour aider les organisations de la société civile (OSC) ne faisant pas partie de l'initiative principale d'AFP à saisir des opportunités de plaidoyer décisives. Mais au fil des ans, l'Opportunity Fund a accompli bien plus que cela. Il est devenu un pilier de la capacité d'AFP à s'étendre dans de nouvelles régions, à approfondir ses efforts dans ses pays cibles, à prendre des risques vers de nouveaux objectifs, à mettre à profit des financements supplémentaires pour le plaidoyer, tout en renforçant la capacité des plaideurs locaux à mener efficacement leurs stratégies dans leurs communautés.



Fadhili Msuri, Directeur exécutif de l'organisation pour le développement des jeunes musulmans du Kenya, en compagnie d'enfants du comté de Nakuru, utilise l'approche AFP SMART avec des décideurs pour faire progresser les objectifs de politique et de financement de la planification familiale.

### Accomplissements de l'Opportunity Fund

- 12 allocations budgétaires gouvernementales pour la planification familiale, atteignant 6,8 millions de dollars au total
- 10 améliorations de politique étendant l'accès et le choix contraceptif

Depuis 2013, l'Opportunity Fund a permis à 31 organisations de la société civile locale d'entreprendre un plaidoyer stratégique dans 17 pays de FP2020, et d'obtenir 22 gains de plaidoyer (et ce n'est qu'un début) (**voir le Tableau 1**). L'expérience de l'Opportunity Fund démontre le pouvoir collectif des petites subventions pour catalyser des changements de politique significatifs, lorsque ces financements sont canalisés vers les plaideurs locaux qui se focalisent sur des changements spécifiques, et lorsqu'ils sont accompagnés du renforcement de compétences.

### L'Opportunity Fund : Un nouveau champ des possibles pour les OSC locales

L'idée de l'Opportunity Fund est née des premiers succès d'AFP et PAI alors qu'elles prêtaient leur soutien à des efforts de plaidoyer ciblés et de court terme en dehors des plans officiels des pays cibles d'AFP. Par exemple, une petite subvention a été octroyée à un groupe de travail de plaideurs de la Coalition pour les Produits de Santé Reproductive (Reproductive Health Supplies Coalition), dirigé par Marie Stopes International. Le groupe visait à s'assurer que la planification familiale soit incluse dans les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le partage de tâches en matière de santé maternelle et néonatale. Lorsque AFP a significativement amplifié ses activités en 2012, PAI a accepté de formaliser cette approche en lançant l'Opportunity Fund, dans une volonté de soutenir plus d'OSC locales dans les pays en voie de développement souhaitant mobiliser leurs gouvernements pour mettre en œuvre les engagements de FP2020<sup>2</sup> et du Partenariat de Ouagadougou<sup>3</sup>.

Depuis 2013, l'Opportunity Fund a déboursé 41 subventions à hauteur de 1 671 500 de dollars au total. Ces financements varient de 9000 à 96 500 dollars, soit 40 600 dollars en moyenne. Le fonds a attribué la plupart de ses subventions (39) à des organisations d'Afrique Subsaharienne, presque

équitablement réparties entre les pays francophones (18) et anglophones (22). La subvention restante a soutenu un plaidoyer dans les Philippines.

### Passer de simples tactiques au plaidoyer SMART

La méthodologie sur laquelle s'appuient tous les plaidoyers de l'Opportunity Fund est l'approche AFP SMART (*Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporellement définie*). AFP SMART offre un cadre de travail en neuf étapes fondé sur des résultats prouvés pour le développement d'une stratégie de plaidoyer ciblée et collaborative, menant à des « gains » de plaidoyer –soit des décisions discrètes, mais néanmoins critiques, de politique ou financement devant se produire sur le court terme pour atteindre un but plus large.

Cette approche flexible permet aux plaideurs d'adapter les étapes proposées aux contextes de leurs pays, de développer des objectifs concrets, d'identifier et comprendre leurs décideurs cibles, et d'établir un consensus sur l'activité clé à entreprendre pour atteindre leur objectif. De nombreux attributaires de l'Opportunity Fund ont ainsi bénéficié pour la première fois d'une formation à une approche de plaidoyer stratégique. « J'ai réellement changé. Je pensais que le plaidoyer n'était autre que de parler avec les leaders d'opinion, mais maintenant je peux formuler une demande spécifique. Je pense que c'est plus efficace, » a expliqué un participant. Et un autre de compléter : « On est généralement très vague dans nos objectifs, et on accomplit très peu ; mais après une session d'orientation, nous étions en mesure de choisir des objectifs SMART très spécifiques. »

Bien que les attributaires de l'Opportunity Fund conçoivent et exécutent toutes les activités de plaidoyer, PAI soutient les organisations à toutes les étapes: depuis la révision et l'amélioration des propositions jusqu'à la facilitation de l'élaboration de la stratégie, en apportant une assistance technique si nécessaire tout au long du plaidoyer et pour documenter les résultats.

### Contributions significatives aux succès de plaidoyer

Les attributaires de l'Opportunity Fund ont obtenu des gains de plaidoyer importants, dont l'augmentation de budgets nationaux et sous-nationaux pour la planification familiale ; l'amendement de politiques sur le partage de tâches visant à étendre la catégorie de travailleurs pouvant fournir certaines méthodes de contraception ; la mise en œuvre de politiques existantes ; et l'augmentation des informations,

**TABLEAU 1: 22 GAINS DE PLAIDOYER RENDUS POSSIBLES GRÂCE À L'OPPORTUNITY FUND**

<b>Bénin</b>	Le Ministère de la Santé alloue 200 millions de FCFA (environ 466 000 dollars) à des contraceptifs dans son budget 2015, multipliant par quatre l'allocation de 2014.
<b>Burkina Faso</b>	Première allocation budgétaire pour la planification familiale (PF) dans les plans de développement de cinq ans (2015-19) des municipalités de Kelbo (3,7 millions FCFA, soit environ 5500 dollars) et Dori (2,3 millions FCFA, soit environ 4600 dollars) dans la région du Sahel.
	Inspirées par Kelbo et Dori, les municipalités de Tin-Akoff et Boundore ont elles aussi créé des budgets pour la PF dans leurs plans de développement de cinq ans (2015-19), allouant 1,2 million FCFA (environ 2400 dollars) et 1,3 million FCFA (environ 2660 dollars) à des activités de PF, respectivement.
<b>Kenya</b>	Les comtés de Busia et Homa Bay ont approuvé des stratégies chiffrées de PF et santé reproductive (SR). Les deux comtés ont établi des groupes de travail techniques de planification familiale et commencé à mettre en œuvre des éléments clés de leurs stratégies respectives.
	Le comté de Busia inclut « le pourcentage de femmes en âge de procréer utilisant la planification familiale » parmi ses indicateurs de santé.
	Le comté de Kitui a alloué des fonds à la planification familiale pour la première fois, à hauteur de 126 000 dollars, dans son budget 2015/16.
<b>Mali</b>	De nouvelles procédures nationales liées à la prestation de services de ligature des trompes dans les centres de santé sont mises en œuvre dans 15 districts.
	Première allocation budgétaire pour la PF dans le budget de 2016 du Conseil de Bougouni, ainsi que dans les budgets de 10 communes, s'élevant à 25 millions FCFA au total (environ 50 000 dollars).
<b>Mauritanie</b>	Première allocation budgétaire pour les produits de SR, dont des contraceptifs, de 15 millions MRO (environ 51 000 dollars) en 2014. Cette allocation a été augmentée de 33% en 2015 (67 830 dollars).
	Nouveau projet de loi de SR élaboré et approuvé par le Ministère des Affaires Islamiques, le Ministère de la Famille et des Affaires Sociales, le Ministère de la Santé et le Conseil des Ministres. Le projet de loi a été soumis au vote du Parlement.
<b>Sénégal</b>	Le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale autorise la prescription initiale de la pilule par des agents de santé communautaire travaillant dans 10 des 14 régions du pays.
<b>Sud Soudan</b>	L'Assemblée de l'État de Imotong passe une ligne budgétaire spécifiquement pour la planification familiale dans le budget du Ministère de la Santé pour l'année fiscale 2016-17.
<b>Togo</b>	Le Ministère de la Santé revoit sa politique pour autoriser la distribution communautaire d'injectables et la prescription initiale de la pilule.
	Le Ministère de la Santé approuve le Manuel de procédures pour la mise en œuvre de sa politique de partage de tâches en juin 2016.
<b>Zambie</b>	Le gouvernement alloue 12 millions ZMW (environ 2 millions de dollars) de ses propres fonds pour les produits de santé reproductive, dont des contraceptifs, dans le budget 2014. Le budget des produits de SR est dépensé chaque année, et est augmenté de 5% en 2015 et 2016.
	Le Ministère de la Santé approuve une politique de partage de tâches en janvier 2016, permettant aux agents de santé communautaire de fournir la contraception injectable.

services et produits contraceptifs pour les jeunes. Voici quelques exemples de pays où des gains importants ont été obtenus à travers l'Opportunity Fund :

- **Le Bénin**, où le Ministère de la Santé a alloué 200 millions de FCFA (environ 466 000 dollars) à des contraceptifs dans son budget de 2015, multipliant par quatre l'allocation de 2014, à la suite d'un plaidoyer de l'organisation attributaire de l'Opportunity Fund, OSV-Jordan.
- **Le Togo**, où le Ministère de la Santé a revu sa politique pour autoriser la distribution communautaire d'injectables et la prescription initiale de la pilule, en plus d'approuver le Guide de Procédures pour la Mise en œuvre de cette politique en juin 2016. L'Association Togolaise pour le Bien Etre Familial (ATBEF) a coordonné ces gains avec le soutien financier de l'Opportunity Fund.
- **La Zambie**, où le gouvernement a alloué 12 millions de kwacha zambiens (2 millions de dollars) en utilisant ses propres fonds pour les produits de santé reproductive, dont les contraceptifs, dans son budget de 2014. À la suite de plusieurs subventions successives, ce budget a été augmenté en 2015 et 2016. Par ailleurs, le gouvernement a approuvé une politique de partage de tâches en 2016 qui autorise les agents de santé communautaire à fournir des méthodes de contraception injectables.

## Accroître les efforts et capitaliser sur de multiples gains

L'Opportunity Fund a étendu les efforts de plaidoyer à 12 pays au-delà des régions cibles d'AFP<sup>4</sup>: Bénin, Côte d'Ivoire,

Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sierra Leone, Sud Soudan, Philippines, Togo et Zambie. Certains pays se sont avérés être de véritables terrains fertiles à la collaboration, récoltant plusieurs subventions et permettant ainsi aux organisations partenaires de capitaliser sur les succès et les capacités de chacun avec AFP SMART.

Des efforts menés en **Mauritanie**, par exemple, ont commencé au début 2014 avec deux petites subventions de 10 000 dollars chacune, octroyées à deux organisations. L'une a plaidé en faveur d'une première allocation budgétaire pour des contraceptifs dans le cadre du budget de la santé nationale ; l'autre pour un nouveau projet de loi nationale de santé reproductive. En capitalisant sur des succès prometteurs, l'Opportunity Fund a octroyé deux financements supplémentaires de 25 000 dollars aux deux organisations au cours de la même année. Le premier financement visait à s'assurer que l'allocation soit déboursée comme prévu, et le deuxième à faciliter l'accord du projet de loi de santé reproductive. Ces deux organisations ont travaillé en tandem et amplifié leurs efforts mutuellement.

Dès 2014, de nouvelles perspectives de succès ont émergé dans deux pays cibles d'AFP, où l'Opportunity Fund avait des chances de renforcer l'élan favorable du plaidoyer (voir l'exemple « Lumières sur le Kenya »). AFP a donc pris la décision stratégique de rendre éligibles à l'Opportunity Fund de nouvelles organisations de la société civile dans les pays où des efforts de plaidoyer étaient déjà en cours. Cette collaboration a amplifié l'initiative AFP en général, en soutenant des objectifs qui venaient compléter et renforcer ceux existants ; en ciblant de nouveaux décideurs clés ; en s'emparant de nouvelles problématiques émergentes



L'infirmière et conseillère en planification familiale, Fancy Rono, rencontre ses clients dans la clinique de Kapkures, dans le comté de Nakuru, au Kenya.

; et en s'étendant dans de nouvelles régions. Le Fonds a octroyé des subventions à des partenaires locaux dans six des dix pays cibles d'AFP (Burkina Faso, Kenya, Nigeria, Ouganda, République Démocratique du Congo et Sénégal).

### Soutenir le plaidoyer dans des contextes à risques

La nature de court terme des subventions de l'Opportunity

Fund permet de faire avancer des plaidoyers dans des régions jugées trop risquées pour y entreprendre des projets de long terme. Un attributaire de l'Opportunity Fund au Sud Soudan a démontré que cet investissement peut porter ses fruits. Bien que des conflits aient interrompu le projet pendant trois mois, l'organisation Impact Health a facilité d'impressionnants progrès dans un endroit faisant face à de très importants besoins non



Dans le cadre de l'atelier d'AFP intitulé « Encourager le plaidoyer local pour la planification familiale », Betty Kyaddondo salue un champion local de la planification familiale lors d'une visite dans le district de Karanganyar, en Indonésie.

## Lumières sur le Kenya

Lorsque le nouveau système de gouvernance du Kenya est entré en vigueur en 2013, le gouvernement national a transféré son autorité sur les programmes et les budgets de santé aux gouvernements des comtés. Le partenaire principal d'AFP au Kenya, Jhpiego Kenya, a développé une approche stratégique pour orienter les dirigeants des comtés sur les questions de planification familiale, et élaboré des plans chiffrés de mise en œuvre de la planification familiale dans quatre comtés. Ces plans reflétaient celui national, et ont établi le cadre de travail permettant d'émettre des allocations budgétaires et d'améliorer les politiques des comtés. Cependant, Jhpiego Kenya ne disposait pas des ressources nécessaires pour intervenir dans les 47 comtés du Kenya.

L'Opportunity Fund a octroyé des subventions à quatre OSC locales—le Kisumu Medical Education Trust, le Centre d'Étude sur l'Adolescence, la Fondation Kyeni, et le World Provision Centre—qui ont aidé à répliquer cette approche dans quatre comtés supplémentaires, doublant ainsi l'impact d'AFP.

satisfaits en planification familiale. En travaillant dans un contexte particulièrement difficile, l'organisation a plaidé avec succès en faveur d'une ligne budgétaire pour la planification familiale dans l'État d'Imotong en septembre 2016. Aucun autre bailleur ne soutient le plaidoyer de planification familiale au Sud Soudan.

## Amélioration de la capacité de plaidoyer des OSC locales

Une contribution clé de l'Opportunity Fund est sa capacité à accroître le nombre de praticiens du plaidoyer stratégique et focalisé sur des décideurs clés. Bien que la formation des plaideurs à la méthodologie AFP SMART puisse prendre du temps et des efforts considérables, cet investissement s'est avéré d'une grande valeur. Même lorsque les financements de l'Opportunity Fund se terminent, les plaideurs en mesure de poursuivre cette expérience et d'entreprendre de nouveaux efforts de plaidoyer sont plus nombreux.

Plusieurs attributaires de l'Opportunity Fund maîtrisent aujourd'hui l'approche AFP SMART et en sont eux-mêmes devenus facilitateurs. Par exemple, après avoir participé à deux sessions stratégiques AFP SMART en 2014 et à une session de suivi et évaluation en 2015, un attributaire en Zambie anime désormais des sessions AFP SMART pour d'autres organisations zambiennes.

## Mise à profit de l'expertise de plaidoyer

Certaines organisations utilisent cette expertise pour obtenir plus de fonds d'autres bailleurs. Par exemple, un attributaire de l'Opportunity Fund en Mauritanie a obtenu le soutien d'EngenderHealth et de Health Policy Plus pour continuer son travail de plaidoyer, tandis qu'un autre au Kenya poursuivra ses efforts avec des ressources de Jhpiego.

Le succès de l'Opportunity Fund a également mené PAI à mettre en place le fonds « Faith Plus Family Planning » (Foi Plus Planification Familiale). Centré sur l'approche AFP SMART, ce Fonds de PAI apporte aux organisations confessionnelles dans les pays en voie de développement des petites subventions et une assistance technique visant à responsabiliser les gouvernements et les encourager à fournir des services de santé reproductive et de planification familiale de qualité. Les administrateurs de l'Opportunity Fund travaillent en collaboration avec d'autres organismes subventionnaires, tel que le Mécanisme de Réponse Rapide de FP2020, en partageant

des informations sur leurs attributaires et les opportunités de plaidoyer, afin de coordonner les investissements dans la mesure du possible.

## Leçons

L'Opportunity Fund est plus qu'un simple mécanisme de petites subventions –son apport financier ciblé, couplé d'une assistance technique, constitue un moyen efficace de contribuer à la réalisation des engagements de FP2020 et du Partenariat de Ouagadougou, tout en renforçant la capacité de plaidoyer des organisations locales. Voici les principaux enseignements tirés de trois années d'expérience:

- **Le plaidoyer stratégique marche.** AFP SMART est populaire et puissante, et peut être efficacement appliquée à des plaidoyers ponctuels, décisifs et de courte durée. C'est une approche flexible et dynamique, un catalyseur clé du plaidoyer opportuniste.
- **La décentralisation de la gouvernance dans de nombreux pays crée un besoin de plus de plaidoyer, à de plus bas niveaux de gouvernement, par plus de partenaires locaux.** Des petites subventions peuvent jouer un rôle clé pour obtenir le soutien des dirigeants et renforcer les engagements sous-nationaux.
- **Renforcer les compétences de plaidoyer porte ses fruits.** AFP s'est appuyée sur l'expérience de PAI dans le soutien de nouveaux attributaires de l'Opportunity Fund pour développer un atelier de plaidoyer stratégique de trois jours en conjonction avec la Conférence Internationale sur la Planification Familiale de 2016. Neuf des vingt-et-un participants sont actuellement engagés dans des efforts visant à atteindre des objectifs de plaidoyer AFP SMART.
- **Les gains mènent souvent à un besoin de plus de financements.** L'Opportunity Fund a dû répondre à la réalité suivante : un gain de plaidoyer engendre souvent un besoin de plus de plaidoyer pour s'assurer que ce gain soit mis en œuvre et produise des résultats. Ce constat a généré plusieurs reconductions de subventions. Cela démontre également le besoin de compter sur des plaideurs locaux hautement qualifiés pour s'assurer que les gains perdurent et mènent à des changements de long terme.
- **L'Opportunity Fund facilite la collaboration entre les pays** en partageant des ressources et des modèles de politiques. Par exemple, l'Opportunity Fund a fait circuler la stratégie nationale de lutte contre les grossesses des adolescentes (2013-2015)

du Sierra Leone parmi les plaideurs zambiens, qui se sont immédiatement emparés de ce modèle pour l'adapter à leur contexte. De manière similaire, les manuels de formation, les politiques et les données sur le partage de tâches de la planification familiale du Kenya, de l'Ouganda, du Nigeria, du Togo et d'ailleurs continuent d'être partagés au sein des groupes de travail techniques nationaux. Ces derniers sont chargés par les ministères de la santé d'assister la rédaction de documents politiques pertinents. Cette fonction de « chambre de compensation » s'est avérée être un gain de temps certain pour de nombreux plaideurs et alliés techniques.

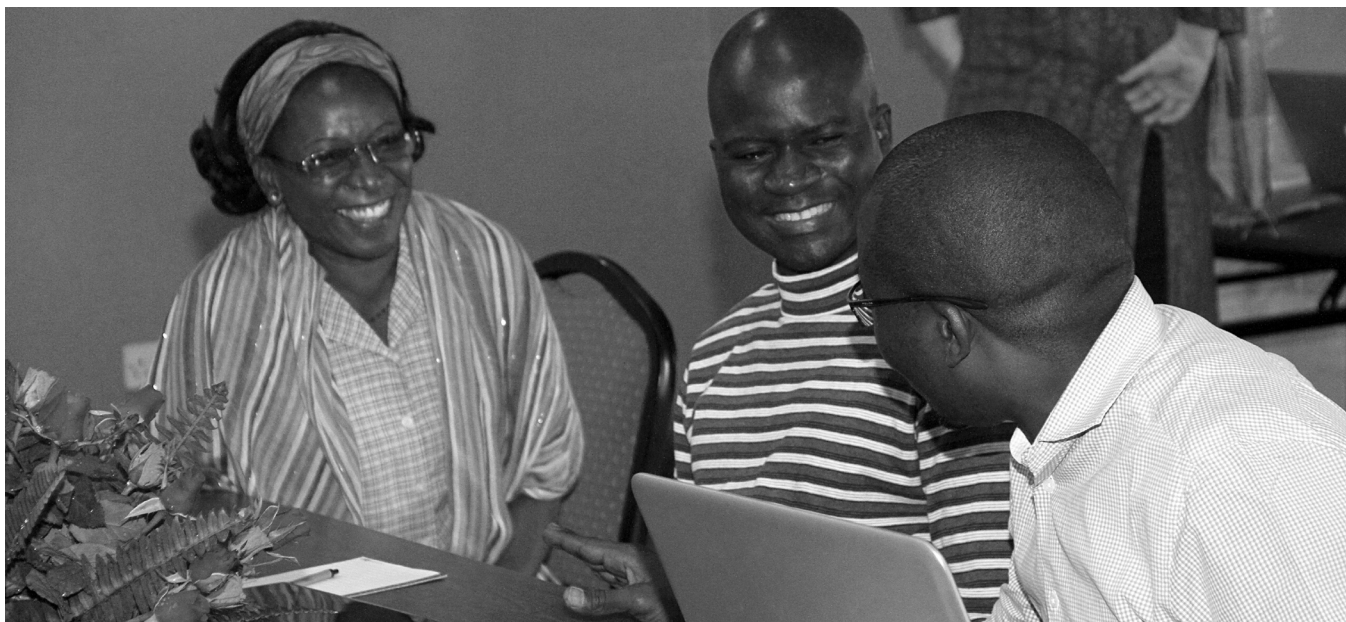
### References

- 1 [www.advancefamilyplanning.org/oppfund](http://www.advancefamilyplanning.org/oppfund)
- 2 [www.familyplanning2020.org](http://www.familyplanning2020.org)
- 3 [partenariatouaga.org](http://partenariatouaga.org)
- 4 Burkina Faso, Inde, Indonésie, Kenya, Nigeria, Ouganda, République Démocratique du Congo, Sénégal et Tanzanie. Le Bangladesh a été ajouté à la liste des pays cibles d'AFP en 2016.

Photo page 1: Sala Lewis; page 4: Sala Lewis; page 5: Yayasan Cipta Cara Padu; page 8: PAI

### ATTRIBUTAIRES DE L'OPPORTUNITY FUND

Pays	Organisation
<b>Bénin</b>	OSV-Jordan
<b>Burkina Faso</b>	FCI/MSH
	SOS/Jeunesse et Défis (SOS/JD)
	Family Care International (Burkina Faso office)
<b>Côte d'Ivoire</b>	Médecins du Monde
<b>Ethiopie</b>	Partners in Population & Development, African Regional Office
<b>Ghana</b>	Marie Stopes Ghana
	Alliance for Reproductive Health Rights
<b>Kenya</b>	World Provision Centre (WPC)
	Kyeni Foundation
	Kisumu Medical Education Trust (KMET)
	Centre for the Study of Adolescence (CSA)
<b>Madagascar</b>	MSH
<b>Mali</b>	Family Care International (Mali office)
	Marie Stopes International-Mali
<b>Mauritanie</b>	Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille (AMPF)
	Association Mauritanienne de Lutte contre le Sida (STOP SIDA)
<b>Nigeria</b>	Marie Stopes International Organization Nigeria
<b>Ouganda</b>	FHI360
	National Population Council Secretariat
	Hope Foundation for Development
<b>Philippines</b>	Forum for Family Planning and Development
<b>RDC</b>	Afia Sante
<b>Sénégal</b>	Action Et Developpement (AcDev)
<b>Sierra Leone</b>	Marie Stopes Sierra Leone (MSSL)
<b>Sud Soudan</b>	Impact Health Organization
<b>Togo</b>	L'Association Togolaise pour le Bien Etre (ATBEF)
<b>Zambie</b>	Marie Stopes Zambia (MSZ)
	ChildFund Zambia
	Centre for Reproductive Health and Education (formerly Youth Vision Zambia)
	Planned Parenthood Association of Zambia (PPAZ)



Les plaideurs de Zambie, dont les attributaires de l'Opportunity Fund, participent à une session stratégique AFP SMART.

## Remerciements

Nous remercions grandement les attributaires de l'Opportunity Fund qui ont apporté leurs perspectives lors d'interviews et à travers une enquête qui a aidé à l'élaboration de cette étude de cas. AFP et PAI sont reconnaissantes de leurs efforts et de leur dévotion, ainsi que du travail de leurs collègues gouvernementaux, qui s'efforcent de faire progresser les lois, politiques et budgets de santé reproductive dans des contextes non sans difficulté. Nous remercions également Julie Solo, auteur de cette étude de cas.

AFP est une initiative de l'Institut Bill & Melinda Gates pour la Population et la Santé de la Reproduction à l'École de Santé Publique Bloomberg de l'Université Johns Hopkins.

**Les attributaires des subventions de l'Opportunity Fund sont soutenus par AFP grâce aux contributions de la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation David et Lucile Packard, et la Fondation William et Flora Hewlett. TJ Mather a soutenu une subvention en 2016.**

Advance Family Planning  
 Institut Bill & Melinda Gates pour la Population et la Santé de la Reproduction  
 École de Santé Publique Bloomberg, Université Johns Hopkins  
 615 N. Wolfe Street, Ste. W4503  
 Baltimore, MD 21205  
 Tel: +1 (410) 502 8715  
 Email: [afp@jhsph.edu](mailto:afp@jhsph.edu)  
[www.advancefamilyplanning.org](http://www.advancefamilyplanning.org)

PAI  
 1300 19th Street, NW Suite 200  
 Washington, DC USA 20036-1624  
 Tel: +1 (202) 557-3400  
 Email: [turnbull@pai.org](mailto:turnbull@pai.org)  
[www.pai.org](http://www.pai.org)